

L'Humanité



rouge

Proletaires de tous les pays,
unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

vendredi
17 septembre 1976

No 527

Prix : 1,50 F

BP 61
75861 Paris Cedex 18
La Source
Commission paritaire
No 57 952

UN SCANDALE POLITIQUE ET JUDICIAIRE

Notre camarade Romain Le Gal est à nouveau parmi nous. Arrêté à Lorient le 12 avril dernier, emprisonné d'abord à la prison de Fresnes, puis à celle de la Santé, il a été libéré sans explication après plus de 5 mois de détention. Inculpé officiellement de «reconstitution de ligue dissoute», en l'occurrence le Parti communiste marxiste-léniniste de France, il ne sait pas encore si la justice du capital osera le traîner devant ses tribunaux. Si elle se dérobe, cela constituera un autre scandale. Ainsi l'Etat bourgeois entend pouvoir se permettre d'arrêter des militants sans la moindre preuve à leur encontre, de les inculper mensongèrement de «flagrant délit», de les maintenir plusieurs mois en prison avec un dossier d'accusation si manifestement vide que les juges du capital préfèrent ne pas avoir à affronter l'épreuve d'un procès insoutenable. Cela ne doit pas être admis et nous ne permettrons pas que cela le soit, que l'intimidation et l'arbitraire policiers s'exercent à l'encontre de tous les fils du peuple qui, comme Romain Le Gal, se dressent pour lutter contre la dictature de la bourgeoisie.

Nous ne laisserons pas sans riposte ce nouveau scandale politique et judiciaire : la résurrection à peine voilée d'un véritable internement administratif. Bien que cet arbitraire ne soit pas pour nous surprendre, n'est-ce pas déjà en parfaite contradiction avec sa propre légalité que la bourgeoisie interdisait le 12 juin 1968 le Parti communiste marxiste-léniniste de France, frauduleusement assimilé à une «ligue armée» ?

S'ils osent traîner notre camarade devant cette cour de sûreté de l'Etat, clé de voûte de leur système judiciaire répressif, eh bien ! Romain ne se dérobera pas et nous tous, ses camarades et nombre d'ouvriers et travailleurs de notre pays, seront avec lui pour nous ériger en accusateurs de la bourgeoisie oppresseuse, de son Etat, de sa justice et de sa police. Et la voix de Romain, notre voix, appelant à l'espoir et à la lutte, sera entendue de tous ceux qui combattent pour imposer un monde nouveau, débarrassé des exploités.

Augmentation des prix, impôts plus lourds

NON AU PLAN D'AUSTERITE!

Qu'est-ce qui ressemble le plus à un gouvernement capitaliste qu'un autre gouvernement capitaliste ? Autrement dit, remplacer un ministre par un autre en conservant les mêmes structures du système économique et politique ne peut rien apporter de meilleur — au-delà des paroles — pour ceux qui font les frais de ce système.

Giscard parle du besoin d'une politique d'ensemble. En l'occurrence, il s'agit, en cette période de crise, de s'attaquer aux acquis des travailleurs obtenus par la lutte et d'accentuer leur paupérisation. Le plan Barre ne risque pas de faire exception, il ne peut qu'appliquer la politique du système capitaliste. «Les sacrifices se feront durs» titre l'Aurore ! Sous prétexte de faire face à l'inflation — estimée par le gouvernement comme le fléau numéro un (il y a pourtant toujours environ un million et demi de chômeurs !) — il commence par lancer un appel à se serrer la ceinture, à être solidaires entre bourgeois et prolétaires. Selon Antoine Pinay, ce vieux cheval de retour, «tout le monde vit au-dessus de ses moyens» !

Simultanément se pointe à l'horizon une série de mauvais coups dont on peut déjà avoir un bref aperçu. Premièrement, la sécurité sociale : limitation du nombre de produits pharmaceutiques remboursables, augmentation ou création de taxes spéciales, majorations de cotisations, etc. Deuxièmement, dans la fonction publique, l'Etat prétend cyniquement faire œuvre de sagesse en réduisant la progression des salaires ! En fait, là comme dans les autres secteurs, il voudrait faire admettre le blocage des salaires. Troisièmement, augmentations : des impôts, doublement du prix de la vignette automobile, majoration importante du prix de l'essence, etc.

Si nous les laissons faire la liste n'a pas fini de s'allonger, d'autant plus que d'autres forces réactionnaires cherchent à utiliser la situation, car nous sommes aussi dans une période pré-électorale et les diables ont commencé à s'agiter dans le bénitier.

La direction de la CGT, qui applique en fait la politique du PCF, a décidé d'organiser ce qu'elle appelle «une vaste action d'ampleur na-

tionale interprofessionnelle», pour essayer de récupérer les mécontents et les appeler à voter pour le Programme commun tout aussi réactionnaire que celui de Giscard.

Devant cette nouvelle offensive contre leurs conditions de vie, la classe ouvrière et les masses populaires refuseront en bloc les mesures d'austerité. Nous devons travailler à ce que, dans cette lutte, grandisse la conscience du danger qui consisterait à faire confiance aux charlatans du Programme commun.

Pékin

Les messages des partis révisionnistes refusés

Alors que les spéculations des commentateurs bourgeois battent leur plein sur la possibilité d'un rapprochement sino-soviétique, le Parti communiste chinois vient d'administrer une gifle mémorable à tous les escrocs politiques. En effet, tous les messages adressés par les partis révisionnistes — tant celui de Marchais que celui de Brejnev — ont été refusés. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'il y a bien longtemps que ceux-ci n'ont plus rien à voir avec le communisme, qu'ils ont rejoint le camp de la réaction. En effet, quoi de plus logique alors que depuis une quinzaine d'années, Brejnev et tous ceux qui soutiennent sa politique révisionniste et impérialiste, crachent leur venin sur le camarade Mao Tsé-toung, sur le Parti communiste chinois et tous les authentiques partis marxistes-léninistes dans le monde, sur la dictature du prolé-

riat, bref sur tout ce qui représente les aspirations profondes des prolétariats et peuples en lutte. Les courbettes hypocrites de Marchais ou de Berlinguer ne pourront changer leur nature révisionniste, d'ennemis mortels du marxisme-léninisme et de la révolution prolétarienne.

Le Parti communiste chinois, sous la direction du camarade Mao Tsé-toung, s'est toujours basé — dans tous les domaines — sur les principes immortels du marxisme-léninisme ; c'est sur la base de ces principes intangibles qu'il entretient des relations avec les partis et organisations authentiquement marxistes-léninistes, dont le Parti communiste marxiste-léniniste de France.

Contrairement à ce qu'on voudrait faire croire, il n'y a pas deux «familles communistes», il y a le camp de la révolution et celui de la contre-révolution.

LE PRESIDENT MAO VIVRA TOUJOURS DANS NOTRE COEUR



Les dirigeants du Parti et de l'Etat chinois reçoivent les amis étrangers venus honorer la mémoire du président Mao (photo Chine nouvelle).

A Pékin, comme dans toute la Chine endeuillée, de nombreuses manifestations d'hommage et d'affection envers le président Mao continuent de se dérouler. La télévision chinoise publie régulièrement des images filmées dans la salle mortuaire où repose le corps du président Mao, entouré en permanence d'une nombreuse garde d'honneur ; des dizaines de milliers de représentants des ouvriers, soldats et paysans ainsi que des amis étrangers continuent à défiler devant le cercueil de verre en un flot ininterrompu. C'est sans honte qu'ils laissent couler leurs larmes. Elles ne sont pas signe de faiblesse car l'intensité de leur douleur est à la dimension de leur volonté de rester fidèles à la ligne prolétarienne du président Mao, celle qui a fait des ouvriers et paysans chinois les maîtres de leur destinée.

C'est cette volonté qui s'exprime dans l'éditorial commun que viennent de publier les trois quotidiens de Pékin, intitulé : «Le président Mao vivra toujours dans notre cœur», dont nous reproduisons ci-dessous quelques extraits :

«... Le président Mao Tsé-toung nous a quittés pour toujours. Sa disparition est une perte incommensurable pour notre peuple et pour les peuples révolutionnaires du monde entier. Notre beau pays de 800 millions d'hommes est plongé dans une douleur infinie. Les quatre mers et les cinq continents rendent un hommage profondément attristé à sa mémoire. Tous les mots sont impuissants à traduire notre affliction. Le président Mao, notre grand dirigeant, et notre grand éducateur, tant respecté et tant aimé, vivra toujours dans notre cœur.

(Suite p. 2)

L'Association des Amitiés Franco-Chinoises appelle à assister à la soirée d'HOMMAGE A MAO TSE-TOUNG

Vendredi 17 septembre 20 H 30
à la Mutualité (Métro Maubert)
et à un rassemblement
samedi 18 à 11 H
devant l'ambassade de Chine
(11 avenue Georges V Paris 8e)
pour y déposer une fleur blanche.

LE PRESIDENT MAO VIVRA TOUJOURS DANS NOTRE CŒUR

Suite de la page une.

Nous n'oublierons jamais que c'est le président Mao qui, à la tête de notre parti et de notre peuple, et avec les partis et organisations marxistes-léninistes et les peuples révolutionnaires du monde entier, déclencha, avec la force de caractère propre à un révolutionnaire prolétarien, la grande lutte pour critiquer le révisionnisme moderne ayant pour centre la clique des renégats révisionnistes soviétiques, imprimant un vigoureux essor au Mouvement communiste international et à la cause anti-impérialiste et antihégémonique des peuples du monde. A la suite d'une analyse approfondie de la situation mondiale contemporaine, il avança une série d'importants concepts stratégiques, élaborés pour notre pays une ligne et une politique révolutionnaires pour les affaires étrangères, et renforça la solidarité mili-

tante du peuple chinois avec les autres peuples du monde, notamment avec ceux du tiers monde ; il a fait ainsi progresser l'histoire de l'humanité.

... Le président Mao fit l'apport de la théorie de la Révolution de démocratie nouvelle et surtout de celle de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat, résolvant ainsi un problème d'importance majeure posé au Mouvement communiste international : consolider la dictature du prolétariat et prévenir la restauration du capitalisme...

Le président Mao n'est plus. Mais le rayonnement de la pensée-maotsetoung est éternel, la ligne révolutionnaire du président Mao a pénétré les cœurs, la cause révolutionnaire prolétarienne dont il fut le pionnier en Chine a déjà ses continuateurs...



Les dirigeants du Parti et de l'État chinois recevant les camarades des partis marxistes-léninistes et organisations des pays étrangers résidant à Pékin (photo Chine nouvelle).

Au moment où nous honorons dans la douleur la mémoire du président Mao, nous devons faire de notre douleur une force, suivre indéfectiblement ses enseignements, axer invariablement tout notre travail sur la lutte de classes, maintenir fermement la ligne du parti, persévérer dans la continuation de la révolu-

tion sous la dictature du prolétariat, rester fidèles à l'internationalisme prolétarien et mener jusqu'au bout la grande cause révolutionnaire du prolétariat.

... Nous avons le grand, glorieux et juste parti que fonda et éduqua personnellement le président Mao, nous avons l'invincible armée populaire que lui-même créa

et nous avons un peuple héroïque armé du marxisme, du léninisme, de la pensée-maotsetoung. Jamais nous ne manquerons aux enseignements que notre grand dirigeant, le président Mao, nous prodigua durant de longues années ; nous saurons venir à bout de toutes les difficultés et avancerons toujours vaillamment dans

la voie révolutionnaire tracée par le président Mao. Nous avons foi dans la victoire inéluctable du communisme. «NOTRE BUT DOIT ETRE ATTEINT, NOTRE BUT SERA ATTEINT».

Notre grand dirigeant et notre grand éducateur, le président Mao Tsé-toung, vivra éternellement.

Bruits de bottes en Europe

Dix pays de l'OTAN ont commencé ces jours-ci deux semaines de grandes manœuvres navales destinées à améliorer la défense de l'Europe occidentale contre un agresseur «imaginaire» mais clairement situable par la précision qu'il a «accru ses forces navales d'une façon substantielle».

L'exercice va mettre en opération 80 000 hommes, 250 navires de surface dont deux porte-avions, 25 sous-marins dont certains nucléaires et 900 avions ! Il se déroule dans l'Atlantique, la Manche, la mer du Nord et la Baltique pour se terminer par un débarquement de 6 700 fusillers marins en Norvège. Fait significatif de l'inquiétude grandissante que l'activité militaire intensive de l'URSS suscite dans les milieux dirigeants de l'OTAN, pour la première fois dans des manœuvres navales de l'OTAN, il est prévu la formation et le déplacement d'un convoi ultra-rapide pour transporter des renforts et du ravitaillement essentiel d'Amérique du Nord en Europe.

«GROS OURS ET BOUCLIER 76»

Dans le même temps se déroulent des manœuvres terrestres de l'OTAN désignées sous le nom de code limpide de «gros ours» pendant que les troupes soviétiques et leurs satellites manœuvrent en Pologne dans le cadre de l'opération «bouclier 76» et qu'une nouvelle campagne de lancement de missiles soviétiques a lieu dans la mer de Barentz. Comme on peut le constater, la «détente» tant prônée par les tenants de l'esprit d'Helsinki, se porte bien ! On peut

d'ailleurs se demander au passage pourquoi les dirigeants tchécoslovaques qui en sont de fervents apôtres poursuivent actuellement la construction d'un programme d'abris souterrains antiatomiques qui leur coûtera une fort coquette somme.

Certes des invitations en bonnes et dues formes ont bien été lancées, comme le prévoient hypocritement les accords d'Helsinki, par les pays de l'OTAN à l'URSS. Celle-ci les a refusées tout net, ce qui ne l'empêche pas de dépêcher au moins deux croiseurs «Kresta», deux bombardiers «Bear» et 6 navires de renseignements pour observer ces manœuvres de très près.

REMOUS AUTOUR D'UN «MIG 25»

Sans doute espère-t-on au Kremlin compenser ainsi les renseignements précieux dont l'affaire du «Mig 25» soviétique réfugié au Japon a doté les Américains. La rogne dont fait preuve Moscou dans cette affaire témoigne de son exaspération de voir ainsi tomber entre les mains de son rival américain des secrets militaires d'importance stratégique. De nombreuses pressions politiques ont déjà été exercées par les dirigeants soviétiques sur le gouvernement japonais pour exiger le retour immédiat du pilote soviétique et de son avion. Les pressions militaires n'ont pas manqué non plus puisque dès la révélation de l'affaire, 9 formations de l'armée de l'air russe ont violé pendant 24 heures consécutives l'espace aérien japonais. En vain, puisque pilote et engin ont déjà été mis en lieu sûr. Après la mutinerie d'un croiseur russe en mer Baltique, le «Storojevoï»

en 1975, la fuite du pilote Belenko en dit long sur l'état d'esprit qui règne au sein de l'armée soviétique. La récente nomination au grade de général d'armée du chef du KGB (service d'espionnage russe) Andropov et du ministre de l'Intérieur Chtchiolokov n'est sans doute pas étrangère à cette situation.

Hargneuse, la Pravda s'en prend violemment à Ford qui vient de faire savoir, sur un ton inhabituellement ferme, qu'il s'opposait à la réduction des dépenses militaires des États-Unis.

Sans doute les dirigeants social-impérialistes n'apprécient-ils pas du tout non plus le voyage que James Schlesinger, ancien secrétaire d'État américain à la Défense, effectue ces jours-ci en Chine.

Ce voyage tout à fait exceptionnel, qui se poursuivra normalement malgré l'émotion créée dans tout le pays par la mort du président Mao, sera dominé par les problèmes de défense et de stratégie. Schlesinger sera en effet la première personnalité politique occidentale à se rendre à la frontière sino-soviétique, dans une région de première importance stratégique aux confins du Sinkiang, puis au Tibet. Ce voyage, tout comme la présence, pour la première fois, d'un observateur chinois aux manœuvres navales de l'OTAN, s'inscrivent dans le contexte de l'agressivité croissante de l'URSS en Europe et des intenses préparatifs de guerre d'agression qu'elle déploie. Ceux-ci doivent sans relâche être divulgués et dénoncés pour que se développe la vigilance révolutionnaire des peuples d'Europe et du monde entier face aux ambitions hégémoniques grandissantes du social-impérialisme russe.

Liban

Une semaine décisive

A quelques jours de l'investiture d'Elias Sarkis à la présidence du Liban, les événements politiques s'accroissent à Beyrouth. La capitale libanaise, comme Damas et le Caire, est le lieu de multiples contacts bilatéraux entre les différentes parties en présence. Une clarification politique d'importance se produit également au sein des deux camps abusivement présentés comme homogènes. C'est ainsi qu'un «front des chrétiens progressistes» vient de se constituer, s'affirmant en accord avec les positions du bloc «progressiste» et soutenant les prétentions au pouvoir de Kamel Joumblatt. Dans le même temps «l'armée du Liban arabe» et différents porte-parole d'une partie de la communauté musulmane au sein du «camp islamo-progressiste» se désolidarisent publiquement des options des forces pro-soviétiques, se prononcent en faveur d'un règlement politique immédiat du conflit, et affirment reconnaître l'autorité du président Sarkis. Si celui-ci, précise le lieutenant Ahmed al Khatib, commandant de l'armée du Liban arabe, «gouverne suivant les principes de l'union du pays, de la justice et de l'égalité ainsi que de la défense de l'intégrité territoriale», les démar-

cations artificiellement établies s'effacent donc désormais pour laisser la place à des clivages plus réels, dessinant deux nouveaux camps en présence : l'un en faveur de la négociation politique et de la paix, l'autre en faveur de la prolongation d'une guerre civile dont les peuples libanais et palestiniens sont bien les premières victimes.

L'immense espoir de paix qui anime le peuple libanais comme palestinien prend corps peu à peu ces jours-ci avec l'annonce de contacts au plus haut sommet entre Libanais, Palestiniens et Syriens pour trouver une issue politique à la crise.

Mais si la rencontre tripartite dont on parle ces jours-ci, et qui pourrait avoir lieu à Chtaura, se tenait effectivement, elle marquerait un progrès substantiel dans le sens d'une solution véritable au problème libanais. Elle mettrait en même temps un terme aux préparatifs d'annexion plus ou moins camouflés qu'Israël déploie en ce moment en direction du Sud Liban.

Certes cet espoir reste fragile car les forces qui agissent en faveur de la «déstabilisation» dans la région disposent de puissants soutiens extérieurs, de la part des deux superpuissances principalement.

Après la mort du président Mao

L'hommage du peuple de France

RASSEMBLEMENTS EN HOMMAGE AU PRÉSIDENT MAO

REIMS : à l'appel de L'Humanité rouge, du PCR (ml), de l'UCF (ml) rassemblement le vendredi 17 septembre de 18 à 19 heures devant le palais de justice.

GARDANNE : hommage au camarade Mao Tsé-toung organisé par L'Humanité rouge le samedi 18 septembre à la Maison du peuple de Gardanne.

AIX-EN-PROVENCE : à l'appel de l'Association des amitiés franco-chinoises hommage solennel à la mémoire du président Mao Tsé-toung vendredi 17 septembre à 20 h 30 au palais des congrès sous la présidence du sénateur maire d'Aix-en-Provence, avec la participation de Claudette Castan, membre du Bureau national de l'AAFC.

TOULOUSE : rassemblement d'hommage au président Mao organisé par L'Humanité rouge le vendredi 17 septembre à 21 heures, salle du Sénéchal.

Des manifestations, à l'appel conjoint du PCMLF, de L'Humanité rouge, du PCR (ml), de la JCMLF, et de nombreuses organisations anti-impérialistes ont déjà eu lieu à Lille et Grenoble.

Quand les dirigeants du PCR(ml) abandonneront-ils leur sectarisme ?

Dans la voie de l'édification d'un parti marxiste-léniniste unique, de nombreux obstacles sont à surmonter et le sectarisme n'est pas le moindre. Il suffit d'en mesurer les conséquences lamentables à travers les positions néfastes adoptées par la direction du PCR(ml), lors des circonstances pénibles de la mort du président Mao.

Des représentants du PCR(ml) avaient été informés dès le 9 septembre à 10 h 30 de l'appel lancé par le PCMLF à un défilé de deuil à Paris. Quelques heures plus tard la direction du

(ml) sont même allés plus loin puisque sur la directive de certains d'entre eux, la signature du PCMLF fut arrachée sur de nombreuses affiches, comme en témoigne la correspondance de nos camarades de Pantin. N'est-ce pas l'illustration de l'aveuglement engendré par le sectarisme. Comment appeler autrement cette maladie qui pousse le PCR(ml) à dénier au PCMLF le droit à l'existence au moment même où le gouvernement capitaliste pourchasse les militants marxistes-léninistes soupçonnés d'appartenir à ce parti coupable devant la loi bourgeoise d'avoir refusé



Affiches HR détériorées par des colleurs du PCR(ml) à Pantin.

PCR(ml) nous annonça qu'elle s'associait à l'appel. Dès lors des camarades travaillèrent toute la nuit pour imprimer affiches et tracts marquant l'appel conjoint des deux organisations. 6 000 affiches furent même tirées pour les besoins du PCR(ml), à sa demande. Quelle ne fut donc pas notre surprise lorsque vendredi soir la direction du PCR(ml) exigea le retrait de tous les tracts et affiches de la circulation ! Dans son ultimatum téléphoné, la direction du PCR(ml) nous reprocha violemment d'avoir mis côte à côte les sigles du PCMLF et du PCR(ml). Apparemment les dirigeants du PCR-

ml) précisement d'abandonner son sigle, à la différence par exemple de la Ligue trotskyste de Krivine. Faut-il également rappeler aux dirigeants du PCR(ml) la haine des révisionnistes pour le PCMLF DONT ILS ATTAQUERENT LE CONGRÈS CONSTITUTIF L'ARME AU POING ?

Les militants du PCR(ml) feraient bien de s'interroger sur tout cela et ils devraient réfléchir à ce point : jamais ils n'ont reçu de directives pour arracher la signature de l'organisation trotskyste « Révolution » sur les affiches où elle figurait aux côtés du PCR(ml).

Voici quelques échos des réactions dans les entreprises à l'annonce du décès du président Mao. Que dans les entreprises et les quartiers de telles initiatives se développent en hommage au président Mao et en témoignage d'amitié envers le peuple chinois.

Aux Assurances « Le monde » (Paris 9e) : La direction fait arracher un panneau retraçant la vie et l'œuvre de Mao Tsé-toung.

Jeudi matin, quelques minutes après l'annonce de la mort de Mao Tsé-toung certains délégués CFDT se réunissent et décident de confectionner un très grand panneau destiné à être apposé à l'entrée de la cantine le lendemain midi pour les quelque 700 employés qui y déjeunent. Le panneau est réalisé et collé le jeudi soir vers 17 H. Le lendemain vendredi 10 septembre vers 10 H, les délégués CFDT auteurs du panneau sont convoqués par la direction qui leur précise qu'elle a fait arracher le panneau (ainsi que des affiches chinoises et un panneau photographique) compte tenu de son caractère « politique » et non « syndical ». D'après la direction cette mesure ne concernait en rien le contenu même du panneau (le directeur à l'organisation a même déclaré que « le président Mao était un grand homme ! »), il s'agit seulement d'interdire l'affichage à caractère « politique ». Curieusement, quelques heures avant que la direction ne prenne cette mesure répressive un responsable révisionniste avait collé un panneau au même endroit (n'aurait-il donc pas signalé la présence d'affiches sur Mao à son ami le directeur général ?...)

Il est à noter, d'autre part, que dans la boîte l'affichage à caractère « politique » n'a jamais subi un contrôle quelconque (de très nombreuses affiches ont été collées contre Franco, pour la libération des soldats emprisonnés, contre le racisme

PANTIN

Vendredi 10 septembre 1976, en début de soirée, deux personnes collaient l'affiche de L'Humanité rouge appelant aux manifestations d'hommage à Mao Tsé-toung, aux alentours de l'église de Pantin (93). Elles rencontrent une équipe de 6 ou 7 colleurs du PCR (ml) qui les prennent à partie, en leur disant que si l'affiche HR était collée, ils arracheraient la mention « à l'appel du PCMLF ».

Le collage ayant été continué, les 2 camarades voient les colleurs du PCR (ml) déchirer la mention en question sur les affiches de L'Humanité rouge, en laissant seulement « à l'appel du PCR (ml) ».

Correspondant HR.

Dans les entreprises

parlé pratiquement que de ça pendant toute l'après-midi.

KODAK-VINCENNES : UN GRAND COURANT D'AMITIÉ AVEC LA CHINE

C'est une grande tristesse qu'ont ressenti, aux côtés de leurs camarades de travail marxistes-léninistes, les ouvriers les plus avancés de l'usine Kodak-Pathé de Vincennes lorsque leur parvint jeudi dernier l'annonce du décès du président Mao Tsé-toung. Beaucoup de travailleurs ont appris cette douloureuse nouvelle avec émotion. Un portrait du président Mao a été affiché dans l'usine.

Depuis lors de nombreuses discussions se sont engagées autour de la mort du président Mao et plus généralement sur les grandes réalisations du parti et du peuple chinois. Elles n'ont pas cessé particulièrement sur un sujet qui intéresse vivement les travailleurs : que va devenir maintenant la République populaire de Chine ? Cette question qui préoccupe réellement un grand nombre de travailleurs — preuve que l'intérêt porté à la République populaire de Chine et l'amitié avec le grand peuple chinois vont croissants dans la classe ouvrière de notre pays —, et la façon dont elle est posée le plus souvent, montrent combien malgré tout la propagande bourgeoise sur la Chine reste influente au sein des masses ouvrières et populaires.

Les ouvriers marxistes-léninistes de l'usine se sont

attachés à dénoncer cette propagande, plus ou moins subtile, mais toujours mensongère, et à expliquer à leurs camarades de travail pourquoi il est juste d'avoir une confiance inébranlable dans le peuple chinois, pourquoi il est sûr qu'il continuera à lutter contre le révisionnisme, qu'il mettra en échec les forces de la réaction et qu'il poursuivra l'édification du socialisme.

Dès jeudi également, la commission Loisirs et culture du comité d'entreprise a confectionné spontanément des panneaux à l'aide d'affiches chinoises, de petits calendriers et d'exemplaires de « La Chine en construction ». Ces panneaux ont à nouveau suscité de nombreuses discussions parmi les ouvriers et les travailleurs des cantines qui s'arrêtaient. À côté, une revue de la presse avait été affichée où figuraient en bonne place le numéro spécial de L'Humanité rouge.

Par ailleurs, autre initiative des ouvriers, il a été décidé de consacrer désormais une rubrique à l'édification du socialisme en Chine dans le bulletin des syndiqués CFDT. Ces discussions, ces initiatives ont provoqué dans l'usine un nouvel élan du courant d'amitié avec la Chine. C'est pour répondre à cet intérêt

chaque jour plus grand des travailleurs que la section CFDT a décidé de faire une nouvelle proposition à la commission Loisirs et culture. C'est ainsi que prochainement une exposition sur la Chine, avec projection de film, sera réalisée, à l'usine Kodak.

QUATRE ÉTUDIANTS AFRICAINS MENACÉS D'EXPULSION

Sous le fallacieux prétexte d'occupation des locaux administratifs de l'Office de coopération et d'accueil universitaire avec séquestration de son directeur, quatre étudiants membres de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF) comparaissent ce vendredi devant une « commission spéciale » chargée de statuer sur la demande d'expulsion formulée par le préfet de la Marne, sur recommandation de Ponia-towski.

Le caractère arbitraire de la mesure d'expulsion qui pèse sur les quatre étudiants apparaît encore mieux lorsqu'on sait que parmi ces étudiants se trouve une personne qui ne faisait pas partie de la fameuse délégation.

Intervenant après l'expulsion des travailleurs immigrés des foyers Sonacotra, des étudiants africains de la Maison d'Afrique à la Cité internationale de l'Université de Paris et de nombreuses lettres de menaces à l'encontre des étudiants africains membres de la FEANE, cette mesure s'inscrit dans le cadre d'une nouvelle escalade de la répression contre le mouvement étudiant africain à laquelle il faut barrer la route.

La direction qui avait tenté d'étouffer toute intervention sur la mort du camarade Mao Tsé-toung en fut pour ses frais car les travailleurs de la boîte n'ont



Besançon

COORDINATION DES LUTTES (1)

Vendredi et samedi derniers se tenait à Besançon une nouvelle réunion de la coordination des luttes. De nouvelles sections syndicales, notamment CGT, d'entreprises occupées ou en action contre les licenciements, y ont

participé en plus de celles qui avaient pris l'initiative. Nous commençons ici une série d'articles faisant le point sur cette question.

Lettre ouverte à la CFDT

Nous publions ci-dessous des extraits de la lettre ouverte adressée en août à la confédération CFDT par Jean Raguenes et Michel Cugney, militants CFDT de Lip et responsables du secrétariat de la coordination des luttes mise en place à Besançon, en réponse aux attaques lancées contre la coordination par Edmond Maire et le Bureau national de la confédération.

Rappelant tout d'abord le fondement de l'initiative les deux militants déclarent :

« Nous avons connu le même processus qui aboutit à la fermeture, nous sommes tous en occupation, nous avons tous besoin d'organiser la lutte à l'intérieur et de la populariser à l'extérieur, nous avons tous besoin d'un rapport de force puissant pour déjouer les pièges du pouvoir et du patronat. Puisque nous sommes « semblables », sortons de notre isolement, échangeons nos idées, coordon-

nous nos actions, créons de nouveaux réflexes d'unité, de nouvelles habitudes dans le mouvement ouvrier, dans le syndicalisme ». C'est cette seconde conception qui a été retenue. C'est elle qui constitue le fondement de la coordination des entreprises en lutte sur l'emploi.

Les participants dans leur grande majorité délégués syndicaux (et pour quelques-uns depuis de longues années), militants convaincus et actifs dans leur propre syndicat, ont été stupéfaits en prenant conscience de la note publiée par le secteur confédéral CFDT...

S'interrogeant ensuite sur les raisons qui ont poussé

le Bureau national à attaquer publiquement les militants et les sections de base partisans de cette coordination, avant même toute discussion interne à l'organisation, ils continuent :

« La vraie question, le vrai débat devrait être celui-ci : comment peut-on coordonner les actions des quelque 200 entreprises actuellement en occupation ? Ce point, pourtant essentiel, semble avoir échappé au Bureau national qui préfère sanctionner sur des apparences plutôt que de s'interroger sur le fond... »

Et ils condamnent les pratiques antidémocratiques des dirigeants fédéraux de la

métallurgie et du Bureau national dans cette affaire :

« Allons, messieurs du Bureau national, secteur action revendicative, un peu de sang-froid. Si vous l'avez perdu, nous le revendiquons pour vous ! »...

Les auteurs de la lettre en accord avec la section CFDT de Lip réfutent ensuite l'argument selon lequel une coordination est irréaliste entre des usines métallurgiques ou textiles avec l'imprimerie. Argument étroitement corporatiste et qui ne tient aucun compte de la lutte classe contre classe, ni des réels points communs entre différents conflits :

« Soyons sérieux ! Nous n'avons jamais eu l'intention de coordonner toutes les luttes. Notre propos est seulement d'établir une communication et de forger des actions en commun avec les entreprises qui présentent des caractéristiques semblables. Pour s'en convaincre, il suffit de faire une simple constatation : en 1973, Lip était pratiquement le seul long contlit avec occupation ; en 1976, on en recense plus de 200... C'est là un phénomène nouveau (qu'il faut de toute urgence prendre en compte), 200 entreprises qui connaissent à peu de chose près les mêmes difficultés, ont à franchir les

mêmes obstacles. Que ces entreprises-là cherchent à s'organiser entre elles, quoi de plus normal ?

« Nous ne voulons supplanter personne, mais faire du syndicalisme là où nous sommes, c'est-à-dire à la base... »

Cugney et Raguenes rappellent enfin que leur action présente dans les efforts de coordination des luttes ne fait que répondre à une aspiration et une volonté de la base syndicaliste ou non :

« Mais nous savons aussi qu'il correspond à un besoin réel de la base (et la base ici, c'est 200 entreprises), et à notre façon, nous tentons d'y répondre... »

Rennes Villejean

Les expulsions et les saisies, on ne tolère pas !

Sur un quartier populaire de 20 000 habitants comme Villejean, il y a beaucoup de familles en difficultés pour régler les loyers, les charges, les impôts locaux. Des dizaines de loyers impayés, c'est trop pour la municipalité et les HLM. Alors, on tâte le terrain, on lance une expulsion, histoire de voir si le quartier réagit, et si, par bonne fortune, on pourrait généraliser le procédé un de ces quatre matins.

Ce mois de juillet dernier, une expulsion est prononcée contre une famille. On envoie un déménageur et ni vu ni connu, pendant que la dame fait ses courses, on force la porte et on emmène tous les meubles. Pas de précautions à l'emballage des vêtements et de la vaisselle.

Il y a un comité chômeurs !

Au début, la famille ne dit rien à personne. Mais un jour, elle vient trouver le comité de chômeurs de l'ARV (Association des résidents de Villejean). Elle nous explique : elle et son mari ont eu 10 enfants. Ils en ont 4 à leur charge en ce moment. Lui travaille dans le bâtiment pour un salaire qui varie entre 1 600 et 1 800 F par mois. Leur loyer, pour un F4 en HLM se monte à 600 F. En plus, le mari est licencié en février et reste au chômage pendant 3 mois et demi. Le retard du loyer qui est déjà important part en flèche. On leur coupe alors les allocations familia-

les. Moins tu as d'argent et plus ils t'enfoncent ! C'est au terme de tout ça que la famille a reçu l'avis d'expulsion.

Aussitôt, c'est l'indignation. Le branle-bas de combat.



La délégation de masse à la mairie (photo correspondant HR).

Même pour une seule expulsion il faut frapper fort !

Le comité chômeurs sort un tract pour expliquer ce qui se passe. Les réactions de solidarité se multiplient. Les uns mettent le tract sous la porte de leurs voisins, les autres l'affichent dans les cages d'escaliers. Ce qui est décidé, c'est d'aller tous ensemble récupérer les meubles que les HLM du centre d'Aiguillon ont mis en dépôt chez eux et exiger le relogement immédiat de la famille. Le 16 juillet, c'est l'invasion du hall d'accueil des HLM. La direction refuse de nous recevoir. Mais

devant notre détermination, ils cèdent et nous indiquent où sont entreposés les meubles. Nous avons une estafette et des voitures et le déménagement commence sous l'œil rageur des beaux messieurs.

ce qu'il faut, c'est empêcher les expulsions et les saisies avant qu'elles ne soient engagées. C'est le mot d'ordre que l'on a choisi de faire respecter. Il faut barrer la route aux huissiers et aux déménageurs, il faut empêcher les flics de rentrer dans les logements. Le mot d'ordre « non aux expulsions et aux saisies » veut dire : les travailleurs restent chez eux avec toutes leurs affaires. Il veut dire : si vous touchez à une seule aiguille à coudre du peuple et si vous l'emportez, vous aurez des histoires.

Pour appliquer ces objectifs, il faut que tout le monde soit bien au courant de la méthode et que l'alerte soit donnée dès que l'avis de justice est arrivé aux intéressés.

Les ronds de jambe des révisionnistes en vue des municipales

Il y a belle lurette que les deux cellules du PCF du quartier ne font rien d'autre que le bal du 14 juillet. Seulement, les municipales sont dans six mois ; il faut donc laisser entendre que l'on se préoccupe tout de même des électeurs. L'embêtant, c'est que chaque fois que les habitants du secteur font quelque chose, cela n'a rien à voir avec le Programme commun... Il leur faut par conséquent jouer serré. Ils décident de « soutenir » les gens par... téléphone : « C'est bien ce que vous faites, continuez,

le PCF vous soutient ! ». Effectivement, on apprendait... par le journal local qu'ils s'étaient rendus à la préfecture déposer une motion. Vous parlez si ça a fait rigoler tout le monde ! Mais là où c'est la colère qui a pris le dessus, c'est quand on a lu dans leur tract qu'il y avait d'autres moyens pour récupérer les impayés. Ainsi les dégâts que fait le capitalisme dans les familles, il n'est pas question pour eux de les supprimer ; il faut seulement qu'ils soient moins voyants.

Et quand ils seront au pouvoir

Tout cela nous donne un avant-goût de leurs méthodes dans le domaine du logement. Ils disent dans le tract distribué sur le quartier qu'ils feront une politique positive. Les travailleurs, paraît-il, participeraient aux conseils d'administration des HLM. Cela fera-t-il disparaître les saisies et les expulsions ? Non, puisque tel est déjà leur comportement dans les municipalités qu'ils contrôlent comme à Vitry.

Comment appelle-t-on alors ces gens qui promettent par devant et qui poignent par derrière ? Nous, nous disons que ce sont des traîtres. Pas plus une municipalité de droite que de gauche ne représentent les travailleurs.

Les communistes marxistes-léninistes de Rennes-Villejean.

Brétigny sur Orge Qui se préoccupe des enfants, du foyer de l'enfance ?

Les travailleurs du foyer sont en grève pour l'amélioration de leurs conditions de travail. Le foyer a été ouvert il y a deux ans alors que les locaux n'étaient pas terminés, la réception définitive n'est toujours pas faite à ce jour, le personnel et le matériel sont insuffisants, la nourriture des enfants est déplorable. Les conditions minimales de sécurité sont bafouées, la direction décide à l'occasion d'utiliser des femmes de ménage, gardiens ou adolescents pour remplacer les éducateurs manquants.

Dans la plate-forme revendicative figurent notamment : la demande de réintégration des 3 licenciés, la levée des avertissements, la négociation authentique du règlement intérieur avec l'ensemble du personnel concerné, la contractualisation des vacataires et de l'ensemble du personnel, le recensement des besoins en personnel et l'embauche en conséquence, pas de salaire d'embauche inférieur à 2 000 F, rémunération et récupération des heures supplémentaires, etc.



la France des luttes

Avant la révélation du plan sécheresse

Sous estimation volontaire des pertes des sinistrés

Mardi on apprenait les résultats de la commission* des comptes de l'agriculture à propos des estimations des pertes dues à la sécheresse pour le secteur agricole : elles se monteraient à 5,6 milliards de francs d'après cet organisme d'État.

Le gouvernement et Giscard d'Estaing avaient promis depuis des mois que le revenu agricole ne baisserait pas cette année par rapport à 1975. C'était déjà une promesse boiteuse quand on sait que de 1973 à 1975 le revenu avait baissé d'au moins 20 %. Mais avec l'annonce des chiffres de la commission des comptes il est clair que le gouvernement essaie de minimiser au maximum les pertes pour avoir le moins possible à payer. Ceux qui avaient des illusions sur la générosité de la grande bourgeoisie seront déçus.

Il est sûr que les réactions des agriculteurs notamment ceux dont le revenu habituel est misérable ne tarderont pas à se manifester. La direction de la FNSEA dont on connaît les liens avec le gouvernement et son approbation courante de la politique de ce dernier a émis une protestation contre des chiffres qu'elle estime truqués. C'est tout dire.

Pour aboutir à ces chiffres, la commission a tout simplement truqué les comptes. Ainsi, elle a calculé cette somme en mettant les pertes d'un côté et les surprofits agricoles d'autres secteurs — notamment ceux où la concentration capitaliste est élevée comme les céréales et le vin.

Avec la publication de ces chiffres les agriculteurs peuvent déjà se faire une idée du plan général d'indemnité qui sera révélé par le premier ministre mercredi prochain.

Prévoyant qu'elles ne pourront satisfaire les petits et moyens agriculteurs sinistrés, le ministre Bonnet s'est fait menaçant à leur rencontre pour qu'ils «renoncent à certains comportements irresponsables», autrement dit pour qu'ils n'engagent pas la lutte contre la bourgeoisie monopoliste et l'État à son service, les véritables responsables, au-delà de la calamité, de leur pauvreté pour les uns, de leurs grandes difficultés pour les autres.

Monsieur Bonnet et les hommes d'affaires des villes et des campagnes qu'il représente devaient pourtant méditer l'expérience passée, qui a toujours fait que les menaces contre les pauvres se sont toujours retournées contre leurs auteurs.

* La commission des comptes de l'agriculture, aussi ancienne que l'INSEE dont elle dépend sur le plan du travail, est actuellement présidée par M. Grammois, conseiller d'État. Elle comprend 22 membres, président inclus, répartis en 3 collèges de 7 membres chacun. Le premier est constitué par trois directeurs du ministère des Finances, trois directeurs du ministère de l'Agriculture et un commissaire au Plan, le second par sept représentants des orga-

nisations professionnelles agricoles et le troisième par sept «personnalités» qualifiées.

COMMUNIQUE DE L'ADEA ET DE LA CGT SANDERS

Le 11 septembre des ouvriers de l'usine Sanders de Juvisy (usine-mère) sont venus en Lot-et-Garonne en vue d'établir des contacts avec les éleveurs des comités de défense.

Au cours d'une réunion commune, une information réciproque a été faite sur l'exploitation que pratique le trust Sanders tant envers les ouvriers que les paysans. Aujourd'hui, un délégué syndical de l'usine de Juvisy (présent à la réunion), membre de la CGT est menacé de licenciement pour avoir aidé au développement de l'unité ouvrière et paysanne.

Éleveurs et paysans sont solidaires de la lutte pour la défense de son emploi. Dans un mois, le 11 octobre, 6 éleveurs de l'ADEA (Association de défense des éleveurs et agriculteurs), passent en cour d'appel, assignés par Sanders qui leur réclame des sommes injustifiées.

Les ouvriers de Sanders sont solidaires. Depuis trois ans de nombreux comités se sont constitués à travers la France face aux firmes d'aliments qui ont permis d'obtenir de meilleures conditions de rémunération.

Aujourd'hui la liaison établie avec des ouvriers de ces firmes est une chose importante dans la lutte entreprise. C'est la condition indispensable pour faire reculer l'exploitation dont les travailleurs sont victimes.

Sanders (Juvisy sur Orge)

Licenciement pour atteinte à la liberté du profit

Mercredi 8 septembre, les délégués au CE de l'usine agro-alimentaire de Sanders à Juvisy-sur-Orge ont reçu une convocation à une réu-

nion extraordinaire pour le lundi 13. L'objet de cette réunion : l'assentiment au licenciement d'un délégué du personnel et délégué au CE.

Il est accusé d'avoir participé à une tournée de propagande tendant à unir entre eux les travailleurs des différentes usines du trust et les petits paysans intégrés exploités par Sanders, d'avoir diffusé un tract au Salon de l'Agriculture sur cette question et faisant de la «propagande nocive à la marque Sanders» ! A noter au passage que les différences de salaire entre les usines de province et celle de Juvisy sont de 20 à 30 %.

Au CE, 4 voix se sont prononcées pour le licenciement (CGC et FO) et 3 voix contre (2 CGT et 1 CFTD).

L'argumentation de la direction tient au fait que le travail développé par la section syndicale tendrait à

nuire au profit de la société. Selon cette dernière, les mauvaises conditions de travail n'auraient pas dû être citées dans la propagande. Ces choses-là se discutent entre délégués et patron d'une même usine !

Du moins c'est l'avis de la direction de Juvisy selon qui faire de la collaboration, c'est faire du syndicalisme, mais chercher à unir ceux qui luttent contre un même exploiteur c'est nuire aux intérêts du capitalisme, c'est donc une atteinte très grave à l'ordre établi par la bourgeoisie.

Certes, on ne peut demander aux capitalistes de reconnaître comme justes les principes fondamentaux de la lutte de classes, mais le motif invoqué montre encore une fois le cynisme de l'arbitraire patronal. Solidarité avec les travailleurs de Sanders !

Aucun licenciement !

Chèques Postaux (Paris)

UN PAS DE PLUS DANS LA REPRESSION

Par une nouvelle circulaire confidentielle du 3/6/76, Chirac veut à tout prix contrôler et limiter toutes les activités syndicales dans la Fonction publique.

Si la circulaire Chirac du 8/10/75 tendait à limiter les activités syndicales sous pré-

texte qu'elles peuvent présenter un caractère politique cette 2e circulaire est une atteinte directe aux droits d'expression et d'organisation des fonctionnaires. Elle ordonne de sanctionner toutes les formes d'action autres que la grève avec préavis.

Chantier de l'Atlantique (st-Nazaire)

Quand les révisionnistes négocient les licenciements...

Suite au licenciement d'un ouvrier qui a giflé un agent de maîtrise fasciste, tous les ouvriers des chantiers de l'Atlantique déclenchent une grève le cinq août. Le 9, un compromis boiteux intervient, il affaiblit la portée de principe de cette lutte. En effet, l'ouvrier licencié est embauché aux chantiers Dubigeon à Nantes. Beaucoup d'ouvriers manifestent leur mécontentement devant ce dénouement. Le 10, au cours d'une réunion de délégués de la section CGT (syndicat majoritaire), l'un d'eux intervient pour dénoncer — faits à l'appui — les méthodes antidémocratiques et les manipulations dans la conduite de l'action, la méfiance et la

crainte vis-à-vis des initiatives de la base et de toute violence de classe, le sabotage délibéré de la lutte. Il a relié toutes ces critiques à la ligne politique du Programme commun. Le lendemain, dans un tract, les marxistes-léninistes ont expliqué les raisons profondes de la trahison des dirigeants syndicaux. Une semaine après, le secrétaire de la section CGT a eu le culot d'invoquer les statuts pour dire que si un militant CGT appartient à une organisation politique (telle qu'HR) il sera exclu !

Il n'empêche que le délégué a renouvelé les mêmes critiques devant une quarantaine de militants et a été soutenu par quelques-uns.

L'administration dispose pour cela de plusieurs moyens répressifs :

«Elle peut, tout d'abord, en application de la loi du 29/7/61 procéder à une retenue sur le traitement des intéressés égale à 1/30e de la rémunération mensuelle par journée au cours de laquelle une exécution seulement partielle des tâches est constatée. Elle peut aussi, notamment dans les cas de manifestations connues sous le nom de grève du zèle procéder à la réduction ou à la suppression des indemnités qui sont attribuées compte tenu de la manière de servir. Dans tous les cas, le comportement des intéressés peut donner lieu à des sanctions disciplinaires». Il est bien évident que ces moyens étaient déjà utilisés avant... L'administration n'a fait que les légaliser.

Concrètement, aux Chèques postaux, cela signifie par exemple que tout arrêt de travail pour une délégation de masse ou une assemblée de personnel sera sanctionnée par la retenue d'une journée de salaire (même si l'arrêt n'est que de 5 minutes).

C'est ce qui vient de se passer à l'arrivée de Bourseul (section du tri) où après

une délégation de masse de 10 minutes pour protester contre une mutation d'office une journée a été retenue à tout le personnel de ce service.

Cette circulaire est un pas de plus dans la répression aux Chèques où les droits les plus élémentaires du personnel sont attaqués.

Récemment 3 militantes de la CFTD ont été sanctionnées (PV 532) pour avoir affiché un article du Canard enchaîné du 23/6/76 sur les chèques sans provision de Lecanuet. Le panneau syndical dénonçait à la fois les méthodes policières d'interrogation du personnel pour connaître l'origine des fuites, et les passe-droits accordés aux personnalités (le règlement sur les chèques sans provision sanctionne durement les petits épargnants et accorde des facilités aux grands). C'est bien ici le droit d'information qui a été attaqué.

Toutes ces méthodes répressives n'empêchent pas les travailleuses des Chèques d'exprimer leur révolte face à ces conditions de travail de plus en plus mauvaises. Elles ne se laisseront plus intimider par la répression de la bourgeoisie.

Correspondante HR.

GRAVES MENACES DE LICENCIEMENT DES SALARIÉS AGRICOLES

La Fédération générale de l'Agriculture CFTD a attiré mardi l'attention sur la situation «sérieuse» des quelque 820 000 salariés des entreprises agricoles et des coopératives.

Au cours d'une conférence de presse, M. Jacquier, secrétaire national de la FGA-CFTD a souligné que, en plus du chômage partiel, plusieurs centaines de licenciements individuels ont été prononcés dans les dernières semaines, notamment en Normandie, dans les pays de Loire, en Bretagne, dans le Nord, en Picardie et dans le Centre. Dans les coopératives, on craint jusqu'à 10 000 licenciements, selon la fédération.

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN NE LE JETEZ PAS ! DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE !



Bretagne

LES MARINS PÊCHEURS CFDT DENONCENT LES RAVAGES DES CHALUTIERS SOVIETIQUES

La colère des marins-pêcheurs bretons gronde ces derniers mois. Le 9 septembre au cours d'une réunion de presse, ils n'ont pas mâché leurs mots en évoquant les « ravages » sur côtes, « notamment par les chalutiers soviétiques ».

C'est en effet à un véritable pillage des ressources animales des côtes françaises auquel se livre depuis des années la flotte de chaluts soviétique. Se comportant avec l'arrogance de toute puissance impérialiste la flotte russe surexploite les zones de pêche sans même permettre la reproduction des bancs de poisson. Tant et si bien que les pêcheurs bretons ont de plus en plus de difficultés dans leur campagne de pêche et se demandent s'ils ne devront pas bientôt mettre la clef sous le paillason.

Les marins-pêcheurs sont d'autant plus furieux et mécontents que les Russes se comportent en véritables despotes de la mer cassent et saccagent le matériel des travailleurs de la mer bretons. C'est ce qu'indique une lettre de la CFDT envoyée à l'ambassade des sociaux-impérialistes à Paris :

« De plus, au mépris de toutes les règles du droit

maritime international, vos chalutiers détruisent le matériel des petits pêcheurs français, les contraignant à

le renouveler et à perdre de précieux jours de travail et enfreignant manifestement les règles de navigation mettant ainsi en danger des vies de travailleurs. »

Face à cette situation intolérable, le gouvernement français ne réagit même pas

alors qu'une grande puissance vient piller les ressources naturelles du pays. De quoi a-t-on donc peur ?

De toute façon il est certain que les marins-pêcheurs bretons comme ils l'ont indiqué la semaine dernière ne se laisseront pas faire.

Le ministre de l'Intérieur en accusation pour internement abusif

Cinq ans après avoir été interné de force à Sainte-Anne, Paul Péguin contre-attaque.

A l'époque, âgé de 66 ans, il habitait une petite loge de concierge et mettait son métier de conseiller juridique au service des petits locataires et copropriétaires du quartier. A une conférence de presse convoquée lundi 13 par le GIA (Groupe d'information sur les asiles) il raconte les circonstances inqualifiables dans lesquelles il

a été interné et la façon inhumaine dont on l'a traité :

« J'ai été interné sous la dénonciation de folie de deux copropriétaires qui venaient de perdre un procès qu'ils avaient engagé contre moi à l'instigation d'un syndicat de copropriété ; les dénonciateurs ayant porté plainte de façon fallacieuse au commissariat, trois inspecteurs en civil sont venus chez moi, m'ont sauté dessus et emmené mains liées derrière le dos par des menottes. Je suis resté enfermé cinq heures au commissariat dans une cage sans être entendu, puis on m'a transféré, bras et jambes garrotés, à l'infirmerie de police où j'ai passé la nuit. Le lendemain le psychiatre de service m'a posé quelques questions puis interné ; au commissariat personne n'avait jugé utile de m'entendre ».

Paul Péguin est alors resté plusieurs mois enfermé, notamment dans un « quartier » de l'hôpital nauséabond, où il n'y avait pas de douches, et une seule cuvette de WC exposée au regard, pour un grand nombre de personnes. Il n'a cependant pas perdu courage et entreprit une action en justice qui lui a permis d'être libéré de l'hôpital psychiatrique par décision du tribunal.

Tablant sur son isolement, l'administration a alors continué à le poursuivre de diverses manières : passage en correctionnelle pour coups et blessures volontaires, suspension du droit d'exercice de sa profession,

etc. Chaque fois il a obtenu satisfaction et remporté gain de cause. Aujourd'hui il contre-attaque et porte plainte auprès du tribunal pour internement arbitraire.

Dans ce procès qui a eu lieu jeudi au Tribunal de Paris, il a été soutenu par le GIA qui a estimé important de rendre publique cette affaire d'internement abusif, une parmi d'autres, dans le cadre de la lutte qu'il mène contre la loi de 1838. Cette loi, conçue après le mouvement révolutionnaire de 1830, fait partie de l'arsenal juridique que la bourgeoisie a mis en place à l'époque pour maintenir « l'ordre » et lutter contre la révolte des ouvriers et des petits paysans ruinés réduits au chômage par le capitalisme. Elle permet au préfet de police d'interner à discrétion sans débat contradictoire et presque sans recours possible, tout travailleur dont le comportement « compromettrait l'ordre public et la sûreté des personnes », sans qu'il y ait besoin pour cela, comme l'indique la conditionnel, de délit préalable.

Inchangée depuis 1838, cette loi ne sert jusqu'ici au pouvoir que pour réprimer isolement des membres du peuple dont la révolte a un caractère individuel. Mais il faut noter que Ponia prévoit « l'internement administratif » c'est-à-dire l'internement en hôpital psychiatrique sur décision des préfets dans son projet de renforcement de « l'état d'urgence » en cas de mouvement populaire inquiétant pour la bourgeoisie.

informations générales

« JUSTICE A LA CHAÎNE »

De nombreux avocats dénoncent la façon dont se déroulent les jugements dits de « flagrant délit » où l'accusé a été soi-disant pris sur le fait au moment d'un délit par la police. Pas d'instruction, pas de possibilité réelle de défense ni de faire citer des témoins. Les prévenus comparaissent à la chaîne par fournées, des dizaines par jour. Le « jugement » est des plus sommaire et ne dure qu'une quinzaine de minutes en général. Le président du tribunal se borne à rappeler brièvement le délit sans bien entendu jamais s'attarder à en rechercher les causes sociales. En

fin de compte le prévenu est rapidement condamné sans qu'il y ait d'autre preuve contre lui que le rapport de police. Dans cette procédure de jugement de plus en plus fréquente, la justice ne cache pas son jeu d'instrument de la police et du maintien de l'ordre. D'ailleurs les caractéristiques générales des prévenus auxquels cette procédure est appliquée montre clairement à qui la justice bourgeoise s'attaque : il s'agit de chômeurs, de travailleurs frappés par la misère ou l'isolement social, de gens qui se révoltent de façon individuelle contre la société capitaliste.

Rentrée scolaire...

DES BAVURES !

Ces « bavures » fort nombreuses démontrent en fait le peu d'intérêt et de soins que l'État accorde au bien-être et aux conditions d'éducation des élèves dont la grande majorité sont des enfants de travailleurs.

Problèmes d'accueil en maternelles, postes d'enseignants encore non pourvus le jour de la rentrée, travaux d'aménagements d'écoles non terminés, cantines pas tout à fait prêtes à fonctionner etc.

A Paris, dans le groupe scolaire Saint-Merri (4e arr.) une baisse de pression dans les canalisations a inondé les classes maternelles et une

garderie a dû être organisée pour 600 élèves.

Dans plusieurs écoles, les élèves travaillent dans des bâtiments qui sont encore en chantier. En Seine et Marne 10 000 enfants ont été privés de transports scolaires et ont dû se rendre en classe par leurs propres moyens.

Autre exemple de « bavures » qui traduit quant à lui le mécontentement devant les conditions de la rentrée. A Brunoy, dans l'Essonne, les enseignants appuyés par les parents d'élèves ont annoncé qu'ils se mettaient en « grève reproductible » pour protester contre les effectifs de classe trop nombreux.

LA BATAILLE DES 25 MILLIONS

Soutien d'un lecteur de Rennes	50,00 F
Soutien à HR	20,00 F
J.N	200,00 F
Sup à abt JPP	110,00 F
Id. à journaux PL	17,50 F
CDHR Jdanov	400,00 F
Id. Clara Zetkin	500,00 F
2 infirmières et 2 élèves infirmières	67,20 F
Sup à réabt SJP	8,00 F
1 travailleur, en timbres	12,00 F
CDNVT	130,00 F
Pr que HR ne nous manque plus	940,00 F
Sous à librairie	61,90 F
Id.	430 F
2 ouvriers CL	240,00 F
Pr que vive l'HR-MR	100,00 F
RS	10,00 F
PJ	100,00 F

Sup à réabt JPH	18,00 F
DP	56,00 F
MB sous	50,00 F
CDHR M. Audouin	200,00 F
Sup à réabt LPC	20,00 F
GCH	50,00 F
DJP	100,00 F
Economies pour la lutte contre le capitalisme et les traités à la cl. ouv. - Le Doubs	27 000,00 F
Sousc. UNCASS	100,00 F
1 ouv. métallurgiste	300,00 F
Individuel	16,00 F
Id.	4,50 F
Pr le journal BD	200,00 F
Sup. réabt HCL	8,00 F
Sup. journaux BL	78,50 F
CDHR Victoire	400,00 F
CDHR Dimitrov	600,00 F
Total général	
au 10/9/76	267 769,66 F

A tous nos lecteurs

L'administration du journal rappelle :

— 1 Pour tous les règlements effectués, que ce soit affiches, « Faucilles », « Jeune Garde Rouge », ou autres matériaux, il faut libeller les chèques, exclusivement au nom de l'Humanité rouge. Joindre avec un papier mentionnant l'objet du règlement, ou l'indiquer au dos du chèque.

— 2 Pour tous les tarifs d'abonnements à l'étranger, écrire directement au journal en précisant, pli fermé ou non, envois groupés ou au numéro etc. Les cas sont

multiples et il sera répondu cas par cas.

— 3 Pour toute demande d'abonnement, réabonnement ou envois divers écrire en lettres majuscules d'imprimerie et sans abréviations les noms et adresses.

— 4 Des collections complètes de l'Humanité rouge sont disponibles pour 100 F port compris.

— 5 Les auto-collants pour la libération de Romain Le Gal sont gratuits. Il reste disponible des affiches « contre les licenciements », et des affiches de publicité pour le quotidien.

SONT PARUS CET ETE AUX EDITIONS DU CENTENAIRE

— Une revue : Vent d'Est No 3 5,00 F

Traduits du chinois :

— *L'impérialisme aujourd'hui* : il s'agit d'un traité sur « l'impérialisme, stade suprême du capitalisme » de Lénine. L'actualité de cet ouvrage fondamental pour la compréhension du monde contemporain, ainsi que les liens entre l'impérialisme et le révisionnisme y sont clairement démontrés et illustrés. 248 p. 19,00 F

— *Etudions l'économie politique* : ce manuel destiné aux jeunes instruits chinois fait le tour de l'économie politique marxiste de façon claire, complète et vivante depuis l'exposé des notions de base jusqu'à la description des mécanismes plus complexes du monde contemporain. T 1 Le Capitalisme 22,00 F 292 p.

— *La Tanzanie* : cette 6e brochure de la collection « Tiers monde en lutte » aborde les questions d'édification économique de la Tanzanie et de la construction du Tanzam. 72 p. 6,50 F



POUR CORRESPONDRE PAR TÉLÉPHONE : 607 23 75

TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert	Pli fermé
1 mois	32 F	60 F
3 mois	95 F	180 F
6 mois	190 F	360 F
Soutien	300 F	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE
No 30226672 - La Source

Quelques indications pour une bonne utilisation du répondeur automatique :

- 1) L'enregistrement dure au maximum 6 minutes pour chaque communication ;
- 2) Il ne faut pas s'arrêter de parler plus de 10 secondes ;
- 3) Il faut parler à voix suffisamment élevée et bien en face du microphone.



culturel

La télévision des congés

DE LA SUPER INTOX

Que la télévision soit un appareil de propagande dans les mains de la bourgeoisie, nous n'en avons jamais douté ; depuis un certain temps, sans doute en conséquence de la crise et de la colère des travailleurs qui se dressent de plus en plus classe contre classe, la bourgeoisie est obligée de l'utiliser de façon quasi ouverte.

Les journaux télévisés, qu'on tentait jadis de nous présenter comme des chefs-d'œuvre d'objectivité, sont maintenant dans les mains de tristes sires comme Yves Mourousi, Roger Gicquel et Guy Thomas, qui ont reçu l'autorisation de commenter à leur façon les événements : un crachat sur la Résistance palestinienne par-ci, un autre pour les pays africains aux Jeux Olympiques par-là, un petit coup de brosse à reluire pour Chirac qui prétendait nous intimer l'ordre de ne plus revendiquer d'augmentations, etc. Même lorsqu'une affaire est connue de tous, le mensonge est utilisé : FR-3 Marseille qui explique Griffet

de telle sorte qu'on croie que les travailleurs acceptent la collaboration de classes.

Le gros morceau de l'année pour la télévision a été le bicentenaire des USA, où la superpuissance américaine nous a été montrée quotidiennement comme une aventure extraordinaire. Comme pour le bicentenaire de Napoléon, nous avons eu affaire à une hystérie d'images ; on se souvient par contre que le centenaire de la Commune a été « enterré »... par trois ou quatre émissions à des heures où les travailleurs dorment.

Avec les vacances, l'intoxication redouble, il s'agit de renforcer dans la tête des travailleurs « Délasser-vous, oubliez tout, vos soucis, la vie chère, le chômage, les difficultés quotidiennes » ; en vérité ils devraient dire : « Refaites-vous une bonne force de travail, ne pensez plus à lutter, qu'à la rentrée on puisse bien mieux s'engraisser sur votre dos ». Le programme est ainsi composé exclusivement de choses

insipides, qui sont qualifiées de détente. Dans la seule semaine du 24 au 30 juillet on a compté par exemple une quinzaine de films et séries américaines ; pendant plus de deux mois, on n'aura vu que des policiers, des westerns, des feuilletons particulièrement stupides comme la « Juive du château Trompette », odieux pour les travailleurs et les provençaux comme « Nans le berger », etc. Quelques morceaux de choix comme « Sans sommation » le 25 juillet, nouveau film à la gloire des tueurs de l'OAS.

Enfin la bourgeoisie comptait beaucoup sur la mystification des Jeux olympiques, mais cette fois elle en a pris « plein la gueule » avec les pays africains qui ont montré de façon éclatante que les Jeux ce n'est pas « la détente avec le sport », « une période de trêve », mais une formidable tribune pour la lutte des classes au niveau mondial. Le misérable Georges de Caunes avec ses commentaires n'arrivera pas à rattraper

ces événements pour le bénéfice de l'impérialisme.

Ce ne sont vraiment que quelques minutes d'émission que la bourgeoisie laisse échapper, on se souvient du passage de notre journal à « Tribune libre », des 2 émissions sur la Chine de Roger Pic, du film « la Marseillaise » de Jean Renoir, de la « Ligne générale » d'Eisenstein au ciné-club (23 heures) et le 27 juillet de son « Alexandre Newski ». On aura pu voir également le très intéressant et très important « La vie est à nous », autre film de Renoir, tourné en 1936. Mais même pour de tels passages, toutes les mesures sont prises, en fait, pour que le film ne soit pas vu par le plus grand nombre : passage à 23 heures, sur la 3e chaîne (peu encore peuvent capter cette chaîne), un dimanche (on se couche car le lendemain il faut retourner au travail pour la semaine). Cela s'appelle « la liberté d'information, la liberté d'expression ». Mais on voit à qui profite cette « liberté ».

Un lecteur.

Du 20 au 31 octobre

Le 2e Festival du théâtre populaire des travailleurs immigrés va se tenir

Durant toute la seconde quinzaine d'octobre 1976 se déroulera le 2e Festival de théâtre populaire des travailleurs immigrés en France.

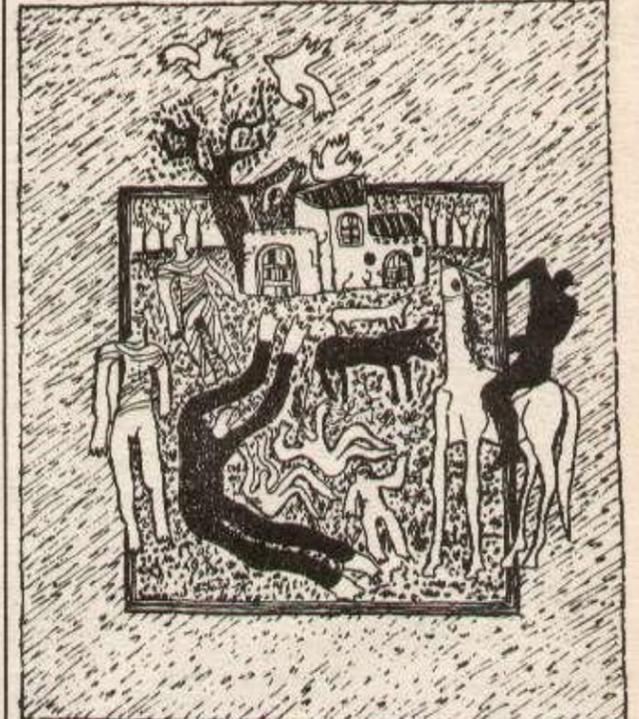
Sous la responsabilité juridique de la CIMADE, la Maison des travailleurs immigrés organise cette manifestation qui sera soutenue par les organisations de travailleurs immigrés et un grand nombre d'organisations françaises. Cette manifestation a pour but prioritaire de rassembler les groupes et les militants du front culturel des diverses nationalités qui composent les 4 millions et demi de travailleurs immigrés en France.

Tirant les conclusions du 1er Festival réalisé en juin 1975 à Suresnes, cette seconde manifestation culturelle des travailleurs immigrés en France revêtira cette année un caractère national. Elle sera une réponse concrète des travailleurs à la mise en place par le Secrétariat d'Etat à l'Immigration d'un office national de promotion culturelle des immigrés.

Ainsi, du 20 au 31 octobre 1976, des manifestations culturelles accompagnées de débats et de nombreuses expositions se dérouleront à Paris et en banlieue parisienne ainsi qu'à Lyon, Marseille, Grenoble, Belfort, Nancy, Orléans, Rouen et Bordeaux.

En région parisienne, il y aura des manifestations à St-Denis, Nanterre, Boulogne-Billancourt, Sartrouville, Gennevilliers et à Barbès-Belleville.

المهرجان الثاني للمسرح الشعبي للعمال المهاجرين



2^e FESTIVAL THEATRE POPULAIRE DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS
OCTOBRE 1976
ORGANISÉ PAR LA MAISON DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS EN FRANCE
11, rue de Valenciennes, 75013 Paris

Pour des raisons d'organisation, des modifications pourront être apportées dans le choix des localités.

Le festival se terminera à Paris par un très grand rassemblement où des troupes plus importantes pourront se produire et à l'occasion duquel les travailleurs immigrés et français feront un bilan de ce 2e festival.

Le théâtre demeure la mode d'expression culturelle privilégiée de ce 2e festival, mais une place importante sera également accordée à la musique et à la danse.

Autour de chaque manifestation, des expositions et des débats seront organisés et animés par les diverses organisations de travailleurs immigrés et français qui soutiennent ce 2e festival. Les thèmes retenus sont les suivants : l'immigration et le tiers monde, les luttes des travailleurs immigrés dans l'entreprise et pour le logement, les enfants des travailleurs immigrés et les problèmes de la famille, l'animation culturelle et l'alphabétisation.

Pour tous renseignements : Maison des travailleurs immigrés, 20, rue du Centenaire 92800 Puteaux - tel. 506.08.94.

Permanences : tous les jours de la semaine, samedi compris, de 10 h à 21 h.

A propos de la mort du président Mao

Sur « les inédits » de Mao Tsé-toung Un nouveau livre

Voici trois ans, l'Institut de « recherches sur les relations internationales » de Taïwan a publié deux recueils de textes inédits attribués au président Mao. On se demande bien pourquoi les pires ennemis de la Chine populaire font tant d'efforts pour faire connaître au monde les « pensées secrètes de Mao Tsé-toung ». En tout cas, quel que soit le degré d'authenticité de ces textes, leur publication est un acte inamical à l'égard de la Chine populaire ; les marxistes-léninistes et les autres amis de la Chine s'en tiennent toujours aux textes publiés par la Chine même.

En France, ces textes ont d'abord été publiés dans le recueil *Le Grand livre rouge* (traduit de l'allemand !), puis sous le titre *Mao Tsé-toung et la construction du socialisme*, enfin ils sont repris dans une nouvelle traduction aux Editions du Cerf(1), dont les liens avec le Vatican ne sont un secret pour personne. Trois éditions en un an, décidément les éditeurs bourgeois se passionnent pour le marxisme-léninisme à condition qu'il vienne de Taïwan...

Un grave défaut du gros recueil du Cerf, c'est de confondre sous une même étiquette scientifique des textes authentiques et des textes apocryphes(2), en prétendant que « la grande majorité des sinologues qui travaillent et publient actuellement sur la Chine, et les sympathisants de la République populaire de Chine en particulier, s'y réfèrent largement, aussi bien en France qu'à l'étranger ».

En somme, sous prétexte d'être complet, ce recueil ne fait que semer la confusion. Son seul intérêt réside dans la traduction de quelques textes de Mao Tsé-toung inédits en français, qui ont été publiés en Chine dans le bulletin mensuel « Xinhua Yebao », encore s'agit-il de textes mineurs, que les Editions de Pékin n'ont pas jugé utile de traduire.

Pour couronner le tout, ce livre approche les 100 F...

(1) Mao Tsé-toung, Textes 1949-1958. Ed. du Cerf, Paris 1975, 612 p.

(2) Faux.

Libération et sa fameuse «objectivité»

A l'occasion de la mort du président Mao, tous les organes de presse de droite ou de «gôche» déversent leur flot d'hypocrisie et nous inondent de larmes de crocodiles. Mais personne n'est dupe !

Toutefois un journal a retenu mon attention par son ignominie répugnante : il s'agit de *Libération*.

Cette fois *Libé* tombe le masque et nous révèle le mépris qu'il porte à la Chine, à son grand dirigeant, et en même temps à tous les peuples du monde. En effet, en parlant de l'événement qui afflige tous les révolutionnaires du monde entier, *Libération* parle de la mort du San-Antonio (!) chinois, du plus grand marcheur de fond (quel mépris pour la glorieuse Longue marche !) du d'Artagnan chinois, et... de la vieille pomme ! etc... Le tout inséré entre des articles qui se veulent « sérieux ». Bref, des propos or-

duriers dont la bassesse nous laisse imaginer celle de ceux qui les ont écrits.

Quant aux articles sérieux, ils emboîtent le pas à toute la presse bourgeoise et révisionniste pour claironner que la vie politique chinoise n'a été qu'une lutte de clans et une histoire de complots, allant même jusqu'à faire une citation que les révisionnistes eux-mêmes (pour une question de tactique) n'ont pas osé faire : « Le jour viendra où Mao Tsé-toung devra quitter la scène lui aussi, et où la Chine retournera sur le chemin tracé par Marx et Lénine (sic) et pratiquera de nouveau une politique correcte envers L'URSS et les autres pays socialistes (resic). » Nikita Khrouchtchev (Mémoires) !!...

Bref, tout ceci n'est qu'une preuve de plus comme quoi « l'objectivité » de *Libération* n'est qu'un trompe l'œil au service de qui l'on sait.

AMIS LECTEURS AIDEZ-NOUS
ACHETEZ TOUJOURS
L'HUMANITÉ ROUGE
DANS LE MEME KIOSQUE

L'Humanité Rouge

«Se refuser à reconnaître le rôle des paysans pauvres, c'est se refuser à reconnaître la révolution.»

Mao Tsé-toung

L'apport théorique et pratique du président Mao sur la question de la ligne et de la politique générale de la révolution de démocratie nouvelle est sans nul doute l'une de ses contributions à l'enrichissement de la pensée marxiste-léniniste des plus fondamentales. Dans le présent article nous aborderons un aspect de cette question, le problème de l'appréciation de la paysannerie comme force principale de la révolution démocratique et anti-impérialiste sous la conduite du Parti communiste chinois et de son éminent dirigeant, Mao Tsé-toung.

Pour comprendre comment le président Mao a pu guider de façon aussi magistrale la révolution démocratique chinoise et définir une ligne idéologique et politique juste pour toute cette période, il faut partir de l'histoire et examiner la situation en Chine telle qu'elle était.

La période où naît à Shanghai (1921) le Parti communiste chinois — comptant en tout et pour tout une soixantaine de membres — est une époque de bouleversements intenses, qui se traduisent par des affrontements de classes et de fractions de classe violents, et par la multiplication des agressions étrangères.

La Chine est encore dominée par le féodalisme, c'est-à-dire par la toute puissance des propriétaires fonciers, cela malgré l'effondrement de la dynastie mandchoue en 1911 et l'instauration de la République le 1er janvier 1912, ayant Sun Yat-sen comme président. Seulement, la bourgeoisie chinoise est caractérisée par sa faiblesse d'une part et sa division d'intérêts d'autre part. Les impérialistes étrangers, en effet, (japonais, anglais, américains et français) sont déjà en place et ne cessent de rivaliser pour dominer chacun ce pays aux richesses humaines et matérielles immenses. Pour ce faire, leur arme est la corruption et l'achat de larges secteurs de la bourgeoisie chinoise et sa transformation en agents de leurs intérêts. Ces rivalités et querelles d'intérêts entre les différentes parties de cette bourgeoisie «bureaucratique» et la bourgeoisie nationale, se retrouvent au sein du Kuomintang, le Parti nationaliste fondé par Sun Yat-sen.

C'est donc au cours des années 20 que la Chine verra aller en s'amplifiant le mouvement paysan contre les féodaux et le mouvement ouvrier contre les patrons étrangers et leurs valets.

C'est en 1923 que le Parti communiste décide d'établir avec le Kuomintang un front uni sur la base des «3 principes du peuple» : confiance dans l'URSS, démocratie et soutien aux ouvriers et paysans. Mao Tsé-toung qui est membre du Comité central du PCC sera admis en 1924 au 1er Congrès national du Kuomintang comme membre du Comité central ; il enseignera à l'Institut pour le mouvement paysan pendant un an et contribuera à former de nombreux cadres paysans révolutionnaires.

Le Kuomintang qui suit alors une ligne démocratique révolutionnaire entamera en 1926 «l'expédition du Nord» à partir de Canton pour liquider «les seigneurs de guerre et l'impérialisme». Mais, la droite pro-impérialiste du Kuomintang profitera de la mort en 1925 de Sun Yat-sen pour

s'accaparer la direction du Parti nationaliste et changer sa politique de révolutionnaire en contre-révolutionnaire.

«L'expédition du Nord» avait commencé dans l'enthousiasme général du peuple ; elle se terminera dans le bain de sang de l'insurrection ouvrière de Shanghai. Le Kuomintang a rompu par surprise le front uni et frappa violemment le Parti communiste, massacre ses militants ouvriers.

Ces événements formeront une riche expérience pour le jeune Parti communiste, et Mao Tsé-toung saura en tirer toutes les leçons nécessaires pour la poursuite du combat révolutionnaire du parti.

La vérité c'est que les raisons de l'échec du premier front uni avec le Kuomintang sont à rechercher non pas à l'extérieur mais au sein du Parti communiste, au fond de la ligne idéologique et politique qu'il a développée depuis sa fondation.

chinoise» (Œuvres choisies, T. 1 p. 9) pour combattre ces deux déviations existant dans le parti. Il y démontrera la capacité révolutionnaire de la paysannerie, notamment celle des paysans pauvres représentant la grande majorité de cette classe. En même temps il prévoiera qu'avec l'essor de la révolution une scission se produirait dans la bourgeoisie nationale et que son aile droite passerait dans le camp impérialiste.

En janvier 1927, Mao Tsé-toung se rendit dans la province du Hounan pour y enquêter pendant un mois sur le mouvement paysan qui s'y déroulait avec la force d'un ouragan. A son retour, il rédigea un rapport pour répondre aux attaques lancées à l'intérieur du parti contre la lutte révolutionnaire antiféodale des paysans, connu sous le nom de «Rapport sur l'enquête menée dans le Hounan à propos du mouvement paysan» (Œuvres choisies, T. 1 p. 21).



A cette époque c'est Tchen Tou-sieou qui dirige le parti. Ce dernier fait confiance aveuglément au Kuomintang sans préserver l'autonomie politique et militaire du PCC. D'un autre côté, ce dirigeant ne comprend absolument pas le rôle révolutionnaire du mouvement paysan, et tout comme le clan réactionnaire du Kuomintang, il le qualifie de «mouvement de va-nu-pieds», critique ses «excès» et se lamente que «tout va très mal». Ce courant opportuniste de droite dans le PCC était en fait effrayé par le courant réactionnaire au sein du Kuomintang et n'osait pas soutenir les luttes révolutionnaires dans les campagnes ; il préférait laisser la classe ouvrière et le Parti communiste seuls et sans soutien.

Mao Tsé-toung, avant la défaite de l'insurrection ouvrière de Shanghai de 1927 ne se laissera pas emporter par ce courant nuisible au parti et à la révolution. Il ne se laissera pas emporter par le courant «de gauche» défendu dans le parti par Tchang Kouo-tao qui n'accordait son attention qu'au mouvement ouvrier et oubliait son principal allié : la paysannerie.

En mars 1926, Mao Tsé-toung écrivit un article «Analyse des classes de la société

Mais les tenants des deux lignes erronées ne l'écoutent pas. Il faudra attendre le massacre de Shanghai pour que Mao Tsé-toung affirme, lors d'une réunion extraordinaire du PCC le 18 juillet à Hankéou, la ligne correcte consistant à armer les ouvriers et les paysans, à entreprendre la révolution agraire, à se battre contre les seigneurs de guerre, l'impérialisme et ses valets au sein du Kuomintang. Mais ce n'est véritablement qu'à la réunion du Comité central du 7 août 1927 que le président Mao convainc la majorité, qui écartera de la direction du parti Tchen Tou-sieou. Les tâches de l'heure seront : révolution agraire et lutte armée suivant le mot d'ordre : «Le pouvoir est au bout du fusil». «L'insurrection de la moisson d'automne» sera alors mise au point.

La lutte idéologique n'est pas terminée pour autant au sein du parti, et différents courants de droite et de «gauche» tenteront jusqu'à la victoire complète en octobre 1949 de remettre en cause les conclusions justes que Mao Tsé-toung a tirées de son enquête, mais la fermeté de son analyse et la pratique révolutionnaire du parti finiront par faire triompher la ligne correcte.

«Nous devons, au plus vite, mettre un terme à tous les propos contre le mouvement paysan et corriger les mesures erronées prises par les autorités révolutionnaires à l'égard de ce mouvement. C'est seulement ainsi qu'on pourra contribuer au développement futur de la révolution. Car l'essor actuel du mouvement paysan est un événement d'une extrême importance. Dans peu de temps, on verra dans les provinces du centre, du sud et du nord de la Chine, des centaines de millions de paysans se dresser, impétueux, invincibles, tel l'ouragan, et aucune force ne pourra les retenir. Ils briseront toutes leurs chaînes et s'élanceront sur la voie de la libération. Ils creuseront le tombeau de tous les impérialistes, seigneurs de guerre, fonctionnaires corrompus et concussionnaires, despotes locaux et mauvais hobereaux. Ils mettront à l'épreuve tous les partis révolutionnaires, tous les camarades révolutionnaires, qui auront à prendre leur parti. Nous mettrons à la tête des paysans et les dirigerons ? Rester derrière eux en nous contentant de les critiquer avec force gestes autoritaires ? Ou nous dresser devant eux pour les combattre ? Tout chinois est libre de choisir une de ces trois voies, mais les événements obligent chacun à faire rapidement ce choix.»

«Enquête dans le Hounan à propos du mouvement paysan» mars 1927.

La Chine de l'époque comptait 500 millions de paysans dont la grande majorité vivaient dans la misère la plus noire. Depuis des centaines d'années la paysannerie n'avait cessé de se soulever contre l'asservissement féodal, mais sans succès. Dans les conditions nouvelles de la Chine au début du XXe siècle, la naissance du Parti communiste devenait la clef nécessaire à l'aboutissement de la révolution démocratique dans les campagnes en même temps qu'un tremplin pour la jeune classe ouvrière et son parti dans la voie du socialisme.

Puisque le socialisme n'était pas possible tout de suite, le Parti communiste devait concentrer ses efforts pour diriger la révolution démocratique et passer dès que les conditions seraient réunies à l'étape du socialisme.

Ainsi, dès le milieu des années vingt, le président Mao perçut le secret de la victoire de la révolution démocratique : s'appuyer sur les millions de paysans chinois prêts à se battre les armes à la main pour détruire le féodalisme. Mao Tsé-toung indiquait la voie à suivre pour la lutte armée : établir des bases d'appui à la campagne et encercler les villes à partir de la campagne pour finalement prendre les villes. Il indiquait également sur la base du marxisme-léninisme et de la pratique de la révolution chinoise que «la force principale, dans ce combat dur et obstiné qui se poursuit à la campagne, a toujours été constituée par les paysans pauvres», et ajoutait : «Sans eux, il n'y aurait pas de révolution. Se refuser à reconnaître le rôle des paysans pauvres, c'est se refuser à reconnaître la révolution.»

Cette ligne générale marxiste-léniniste définie par le président Mao pour toute la période de la révolution de démocratie de type nouveau n'avait pas seulement de valeur pratique pour la seule Chine, mais comportait des traits fondamentaux universels — en dehors de la spécificité chinoise, liée à ses propres conditions historiques — qui ouvrait une voie que bientôt d'autres peuples et nations opprimés empruntèrent. Ce fut le cas notamment après la Seconde guerre mondiale dans de nombreux pays d'Asie et d'Afrique. C'est en cela un apport colossal au marxisme-léninisme qui démontre avec clarté que le président Mao est sans conteste le plus grand marxiste de notre époque.

* Par révolution, le président Mao entend surtout la révolution démocratique, antiféodale et anti-impérialiste (la citation est tirée de «Enquête dans le Hounan à propos du mouvement paysan», mars 1927).